

« Les prix restent dramatiquement bas »

Le patron des maçons de la FFB ne voit pas venir d'éclaircie.

Questions à Didier Brosse, président de l'Union des métiers du gros œuvre (UMGO-FFB).

A lors que les Rencontres des métiers du gros œuvre se sont déroulées les 11 et 12 septembre à Toulouse, les entreprises du secteur souffrent toujours des prix bas. Pour contrer ce climat morose, l'UMGO met en avant l'idée d'innovation.

M Comment s'est tenue l'activité au premier semestre 2015 ?

Nous avons souffert de la baisse des mises en chantier dans le logement et dans le non-résidentiel. L'activité reste très disparate selon les régions. Les grosses agglomérations tirent leur épingle du jeu. Donc tout le monde s'y rend pour y trouver du travail ! Les prix restent ainsi dramatiquement bas.

M Ressentez-vous ce « frémissement d'activité » évoqué par certains acteurs, comme les promoteurs ?

Nous ressentons un très léger frémissement. Mais l'on ne voit pas de vraie éclaircie venir avant la fin de 2015, voire le début de 2016. Les annonces des promoteurs sont rassurantes, mais elles ne se sont pas encore traduites dans la construction. Et s'il y a une reprise, les affaires mettront du temps à démarrer.

M Le phénomène du détachement progresse-t-il ?

C'est le sentiment que j'ai. Il y a un type légal de détachement qui respecte les règles en vigueur. Dans ce cas, l'entreprise peut espérer des économies sur le financement de la main-d'œuvre (qui représente sur nos chantiers 45-55 % des déboursés). De l'autre côté, il y a le détachement illégal. Dans ce cas, il n'y a plus de règles. C'est la jungle.

M Comment sortir de cette spirale infernale ?

Si l'activité reprend, les prix vont se détendre un peu. Et moins d'entrepreneurs seront tentés... Toutefois, j'ai la conviction que des habitudes, pas toujours bonnes, auront été prises... Nous comptons sur les pouvoirs publics pour taper très fort, lorsque les règles du détachement ne sont pas respectées.

M L'UMGO a présenté des initiatives pour dynamiser l'apprentissage.

Nous allons, dans trois régions pilotes (Bourgogne, Champagne-Ardenne, Rhône-Alpes), signer une charte pour revigorer le dialogue entre CFA et entreprises. Elle est constituée d'engagements concrets, comme la qualité de l'accueil des apprentis ou l'amélioration des relations



DOMINIQUE DELPOUX / LE MONITEUR

Didier Brosse, président de l'Union des métiers du gros œuvre (UMGO-FFB) depuis deux ans, souhaite que le gros œuvre sorte de la crise « par le haut » en innovant.

CFA/parents/entreprises. Nous souhaiterions déployer cette charte sur tout le territoire.

M Quels messages faites-vous passer aux entreprises lors des rencontres ?

Nous voulons sortir de cette crise par le haut en mettant en avant l'idée d'innovation. Elle se décline au niveau des matériaux, mais aussi dans l'organisation des chantiers (*lean management*), et l'intégration dans nos entreprises de la nouvelle génération de jeunes, accrocs aux smartphones et tablettes.

M L'UMGO est-elle impliquée dans les processus de simplification normative ?

Nous travaillons au sein du groupe chargé de la simplification de la FFB. Nous nous félicitons de certaines avancées comme l'assouplissement de la réglementation « termites ». Nous travaillons aussi sur la réglementation accessibilité qui interdit toutes tolérances d'exécution, alors qu'elles sont prévues dans les règles de l'art. Cela peut conduire à des non-conformités qui coûtent cher. Idem pour le risque sismique. Quand vous construisez en zone sismique, c'est en moyenne 30 % d'acier en plus, ce qui peut faire grimper les coûts inutilement. La carte sismique est à revoir. ● Propos recueillis par Florent Lacas